

**Département des Systèmes d'Information**

Numéro de marché : 2025DGEDSSA058

**MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES**

**Hébergement et TMA des applications Web et Mobile de CertDc**

**Cahier des clauses administratives particulières**

Inserm  
Administration du Siège - Pôle Finances  
101 rue de Tolbiac  
75 654 Paris Cedex 13.

## Sommaire

### Table des matières

<b>Département des Systèmes d'Information .....</b>	<b>1</b>
<b>Sommaire.....</b>	<b>2</b>
<b>Article 1 - Objet .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 - Pièces constitutives .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 - Forme .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4 - Durée .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5 - Pénalités.....</b>	<b>6</b>
Article 5.1 - Généralités .....	6
Article 5.2 - Pénalités pour retard dans la livraison d'un livrable ou dans la communication d'une réponse à une demande de l'Inserm.....	7
Article 5.3 - Pénalités pour non-respect des délais de traitement des anomalies .....	7
<b>Article 6 - Obligations des parties .....</b>	<b>8</b>
Article 6.1 - Obligations générales des parties.....	8
Article 6.2 - Obligations du titulaire .....	8
Article 6.3 - Obligations de l'Inserm.....	9
<b>Article 7 - Opérations de vérification .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8 - Représentants des parties .....</b>	<b>9</b>
Article 8.1 - Représentant de l'Inserm .....	9
Article 8.2 - Représentant du titulaire .....	10
Article 8.3 - Forme de communications.....	10
<b>Article 9 - Déclenchement des prestations et modalités de commande.....</b>	<b>10</b>
Article 9.1 - Partie forfaitaire de l'accord-cadre.....	10
Article 9.2 - Partie à bons de commande de l'accord-cadre .....	10
Article 9.2.1 - Prestations à bons de commande .....	10
Article 9.2.2 - Mentions .....	11
Article 9.2.3 - Délais de validité .....	11
Article 9.2.4 - Modification .....	11
Article 9.2.5 - Observation et date de réception.....	11
Article 9.2.6 - Annulation.....	11
<b>Article 10 - Détermination du prix des prestations .....</b>	<b>12</b>
Article 10.1 - Forme et contenu des prix.....	12
Article 10.2 - Révision des prix.....	12
<b>Article 11 - Modalités de règlement des comptes.....</b>	<b>13</b>
Article 11.1 - Règlement des sommes dues.....	13
Article 11.2 - Facturation .....	13
Article 11.3 - Paiement .....	14

<b>Article 12 - Propriété intellectuelle .....</b>	<b>15</b>
Article 12.1 - Préambule .....	15
Article 12.2 - Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur .....	16
Article 12.3 - Garantie des droits .....	17
<b>Article 13 - Confidentialité .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 14 - Gestion du personnel .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 15 - Sous-traitance .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 16 - Assurance .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 17 - Résiliation .....</b>	<b>20</b>
Article 17.1 - Résiliation par l'Inserm .....	20
Article 17.2 - Résiliation aux torts du titulaire .....	21
Article 17.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	21
<b>Article 18 - Respect des obligations fiscales et sociales.....</b>	<b>21</b>
<b>Article 19 - Litiges/Différends .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 20 - Dérogations au CCAG/TIC .....</b>	<b>22</b>
<i>Préambule : Définitions spécifiques .....</i>	<i>23</i>
1. <i>Objet .....</i>	<i>23</i>
2. <i>Protection du traitement des Données personnelles.....</i>	<i>23</i>
3. <i>Notification d'incidents/faible de sécurité.....</i>	<i>29</i>
4. <i>Coopération avec les autorités de contrôle.....</i>	<i>30</i>
5. <i>Obligations particulières du sous-traitant.....</i>	<i>30</i>

## **Article 1 - Objet**

Le présent marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'œuvre pour les prestations suivantes :

- Prestation 1 : Prise de connaissance et transfert de compétences.
- Prestation 2 : Migration des environnements.
- Prestation 3 : Hébergement et exploitation des applications web et mobile de CertDc.
- Prestation 4 : Tierce Maintenance Applicative Corrective et Préventive des applications mobiles et Web de CertDc.
- Prestation 5 : Tierce Maintenance Applicative Evolutive et Adaptative des applications mobiles et Web de CertDc.
- Prestation 6 : Réversibilité (transfert de connaissances).

Il s'agit d'un marché de services informatiques.

La prestation s'exécute principalement dans les locaux du titulaire.

Le détail des prestations à réaliser figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **Article 2 - Pièces constitutives**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière - le bordereau des prix,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le CCAG/TIC entré en vigueur le 1er avril 2021, conformément à l'arrêté du 30 mars 2021,
- le cadre de réponse technique du titulaire et le cas échéant ses annexes,
- le plan d'assurance qualité (PAQ) élaboré par le titulaire et validé par l'Inserm lors de la phase d'initialisation.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement et son annexe le bordereau des prix, du CCAP, du CCTP ou du CCAG/TIC.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/TIC, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de l'Inserm font seules foi. Le titulaire en reçoit une copie électronique, à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/TIC.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

### **Article 3 - Forme**

Le présent marché est un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande, avec un seul opérateur économique attributaire dans les conditions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend des prestations traitées à prix forfaitaires et des unités d'œuvre à prix unitaires. Il est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de 1 000 000 € HT, en application des articles R. 2162-4, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### **Article 4 - Durée**

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une durée ferme de 24 mois.

Il est reconductible deux fois pour des durées successives de 12 mois sans que sa durée ne puisse excéder quatre ans.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser une reconduction.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction ou à la non-reconduction du marché. La décision de reconduction ou non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

La personne responsable du marché se prononce au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché et notifie, par email avec accusé de réception ou par lettre avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire le marché au titulaire.

### **Article 5 - Pénalités**

#### **Article 5.1 - Généralités**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément à l'article 13 du même CCAG/TIC, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable (à l'exception de la pénalité fixée au 5.3), les pénalités définies ci-après.

Dans la mesure du possible, les pénalités sont retenues sur les sommes à devoir au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut pas excéder 30 000€ HT. Au-delà, l'Inserm se réserve la faculté de résilier le contrat aux torts du titulaire.

Les pénalités sont dues à compter de la phase de service régulier.

Le paiement des pénalités se fait après émission d'un titre de recette par l'agent comptable de l'Inserm et peut entraîner une soustraction du montant de ces pénalités à celui des factures en cours de paiement.

#### **Article 5.2 - Pénalités pour retard dans la livraison d'un livrable ou dans la communication d'une réponse à une demande de l'Inserm**

En cas de retard dans la livraison d'un livrable ou dans la communication d'une réponse à une demande de l'Inserm, par le fait du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de 300€ par jour de retard, après mise en demeure de l'Inserm restée sans réponse. La pénalité est due à compter du lendemain de la date de livraison fixée dans la mise en demeure.

#### **Article 5.3 - Pénalités pour non-respect des délais de traitement des anomalies**

En cas de retard dans le délai de traitement d'une anomalie (article 5.7.3 du CCTP), le titulaire encourt les pénalités suivantes :

<b>Classification de l'anomalie</b>	<b>Pénalités</b>
Anomalie bloquante	150 € par heure ouvré de non-résolution
Anomalie non bloquante majeure	80 € par heure ouvré de non-résolution

En cas de retard dans le délai de traitement d'une anomalie (articles 5.1.2.3 & 5.8.2.3 du CCTP), le titulaire encourt les pénalités suivantes :

<b>Classification de l'anomalie</b>	<b>Pénalités</b>
Anomalie bloquante	150€ par heure ouvré jusqu'à la mise en place d'une solution de contournement 500€ par jour ouvré de non-résolution
Anomalie non bloquante majeure	400€ par jour ouvré jusqu'à la mise en place d'une solution de contournement 500€ par jour ouvré de non-résolution
Anomalie non bloquante mineure	300€ par jour ouvré jusqu'à la mise en place d'une solution de contournement 500€ par jour ouvré de non-résolution

## **Article 6 - Obligations des parties**

### **Article 6.1 - Obligations générales des parties**

Chaque Partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

### **Article 6.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc) et / ou de la production d'un livrable,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- coordonne ses éventuels fournisseurs,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm,
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- à mettre à jour la documentation et à créer les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- doit fournir les éléments d'information nécessaires à la prise en charge technique et fonctionnelle par l'Inserm des éléments livrés (correctifs, évolutions, adaptations), prise en charge qu'il devra accompagner,
- est tenu, en cas d'évolutions, de ne pas dégrader les performances du système et d'offrir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de l'Inserm dans le domaine faisant l'objet du marché. A ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à l'Inserm l'ensemble des conseils, mises en garde et



recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation et de mise à l'état de l'art et d'évolution. Les conseils à la charge du titulaire dans le cadre du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à l'Inserm, si l'Inserm en fait la demande.

### **Article 6.3 - Obligations de l'Inserm**

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

### **Article 7 - Opérations de vérification**

Conformément aux articles 24 à 28 du CCAG/TIC, les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché.

Elles se déroulent selon les stipulations prévues aux CCTP ou dans le PAQ.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/TIC, le délai de VA ne peut excéder 1 mois.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/TIC, le délai de VSR ne peut excéder 2 mois.

Par dérogation à l'article 24.3 du CCAGT/TIC, l'Inserm n'avertit pas obligatoirement le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

### **Article 8 - Représentants des parties**

#### **Article 8.1 - Représentant de l'Inserm**

En application de l'article 3.3 du CCAG/TIC, le représentant habilité à engager l'Administration pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le responsable technique du suivi et de l'exécution du marché est le Directeur du Département du Système d'Information de l'Inserm (DSI) ou ses représentants désignés, qui sont les interlocuteurs principaux du titulaire.

L'interlocuteur administratif du marché est le Responsable des achats de l'Administration du Siège.

## **Article 8.2 - Représentant du titulaire**

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique qui est habilité à effectuer l'analyse des besoins (avec le correspondant de l'Inserm), à contrôler la qualité des matériels installés et à assurer leur évolution vers un optimum, animer les réunions avec l'Inserm et à prendre des décisions pour assurer le bon déroulement des prestations.

## **Article 8.3 - Forme de communications**

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Inserm et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

## **Article 9 - Déclenchement des prestations et modalités de commande**

### **Article 9.1 - Partie forfaitaire de l'accord-cadre**

Les prestations à prix forfaitaires mentionnées aux articles 5.1, 5.2, 5.3, 5.4.2, 5.4.3 et 5.6 du CCTP s'exécutent à compter de la notification du marché.

### **Article 9.2 - Partie à bons de commande de l'accord-cadre**

#### **Article 9.2.1 - Prestations à bons de commande**

Les autres prestations mentionnées aux articles 5.5 sont déclenchées par l'émission de bons de commande par l'Inserm, en fonction de ses besoins.

A la demande de l'Inserm et dans les conditions déterminées dans le CCTP, le titulaire propose un devis sur la base des unités d'œuvres figurant dans le bordereau des prix et du descriptif de la prestation à réaliser transmis par l'Inserm.

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans le bon de commande ou à défaut dans le rétroplanning prévisionnel réalisé lors de l'élaboration du devis en accord avec l'Inserm.

Le titulaire transmet également un projet de répartition des paiements d'acomptes.

L'Inserm se réserve la possibilité de demander un nouveau devis, dans le cas où la proposition du titulaire n'apparaîtrait pas en adéquation avec la définition du besoin défini.

La liste des unités d'œuvre objet du présent accord-cadre figure dans le bordereau des prix et le CCTP.

#### **Article 9.2.2 - Mentions**

Les bons de commande mentionnent au moins :

- la référence du présent marché,
- la date de la commande et le numéro du bon de commande,
- la désignation et l'adresse de l'émetteur du bon de commande,
- le nombre et la désignation des unités d'œuvre commandées ainsi que leur prix unitaire HT
- le cas échéant le nom de l'application objet du bon de commande,
- le cas échéant, les délais de livraison de la prestation,
- le cas échéant, le lieu de livraison de la/des prestation (s),
- le montant HT et TTC de la/ des prestation (s)
- le taux et le montant de la TVA applicable.

#### **Article 9.2.3 - Délais de validité**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires.

#### **Article 9.2.4 - Modification**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

#### **Article 9.2.5 - Observation et date de réception**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception d'un bon de commande afin de faire connaître à l'Inserm ses observations relatives aux prescriptions du bon de commande.

La date de réception d'un bon de commande est la date de la commande, inscrite sur le bon de commande, plus un jour lors d'un envoi dématérialisé et plus deux jours lors d'un envoi postal.

#### **Article 9.2.6 - Annulation**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'Inserm doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

## **Article 10 - Détermination du prix des prestations**

### **Article 10.1 - Forme et contenu des prix**

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Les prix sont forfaitaires ou unitaires conformément à la répartition figurant au bordereau des prix.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/TIC.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Inserm.

Les prix sont révisibles annuellement.

### **Article 10.2 - Révision des prix**

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC, les prix forfaitaires et unitaires sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché, à l'initiative de l'une ou l'autre partie selon la formule paramétrique suivante :

$$P^n = P^{n-1} \left( 0.15 + 0.85 \frac{\text{Syntec}^n}{\text{Syntec}^{n-1}} \right)$$

Dans laquelle :

- $P^n$  = nouveau prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N;
- $P^{n-1}$  = prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire,  $P_{n-1} = P_{mO}$ , prix établis au moment de la remise de l'offre) ;
- $\text{Syntec}^n$  = dernier indice SYNTEC publié à la date de la demande de révision ;

- Syntec<sup>n-1</sup> = Indice SYNTEC du mois de juin 2020 pour la première révision tarifaire et Indice « Syntec<sup>n</sup> » utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes.

La révision effectuée à l'initiative du titulaire, doit être adressée au minimum 1 mois avant la date anniversaire du présent marché. Dans le cas contraire, la demande est rejetée.

Le titulaire est tenu de faire parvenir sa demande de révision accompagnée d'un bordereau des prix actualisé relatif au présent marché à l'adresse suivante : [achat.ads@inserm.fr](mailto:achat.ads@inserm.fr).

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Inserm. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 2% du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 2%.

## **Article 11 - Modalités de règlement des comptes**

### **Article 11.1 - Règlement des sommes dues**

Les paiements dus au titulaire au titre de la maintenance corrective sont effectués par avance, à date d'échéance convenue, après réception de sa demande de paiement.

Pour toutes les autres prestations, les sommes dues au titulaire sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

Toutefois, le titulaire peut demander le paiement d'acomptes trimestriels. Pour ce faire, le titulaire transmet à la notification du marché à l'adresse suivante : [achat.ads@inserm.fr](mailto:achat.ads@inserm.fr) son projet d'échéancier indiquant l'étalonnage des paiements en fonction de la réalisation des prestations.

### **Article 11.2 - Facturation**

Conformément à la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n°16-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent indiquer :

- le numéro du bon de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.
- le numéro SIRET, identifiant l'Inserm : 18003604800015
- le code service : INMDSI

La facture comprend, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du présent marché,
- la désignation de la/ des prestation (s),
- le montant HT à payer,
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- le montant TTC,
- le numéro de compte bancaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

### **Article 11.3 - Paiement**

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément à l'article R. 2192-32 du Code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par l'Inserm en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

En cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/TIC, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/TIC.

#### En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **Article 12 - Propriété intellectuelle**

Les termes du présent article survivent à la durée de validité et/ou à la résiliation du présent accord-cadre.

### **Article 12.1 - Préambule**

S'agissant de l'hébergement et TMA des applications Web et Mobile de CertDc, l'Inserm entend disposer de la jouissance entière et paisible des droits énumérés ci-dessous et être protégé contre tous trouble, action, revendication ou éviction. Pour ce faire, le titulaire s'engage à la plus complète transparence sur ces sujets et garantit :

- la propriété pour l'Inserm de toutes les données et documents transitant ou produits pour la refonte ou intégrés au sein de cette dernière, y compris les logs et les données de paramétrage et de configuration de l'application. L'Inserm doit notamment pouvoir récupérer et extraire ces données à tout moment, quel que soit son besoin. De même que les outils mis en place pendant l'accord-cadre par le titulaire (données de gestion d'incidents, données de gestion du portefeuille d'évolutions, tableaux de bord ect...) ;
- qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires à la bonne exécution des prestations, et plus généralement de l'accord-cadre ;
- qu'aucun élément visé par la présente clause ne comporte quoi que ce soit susceptible de contrevenir aux lois et règlements applicables, notamment en matière de contrefaçon, de

concurrence déloyale, de respect de la vie privée, du droit à l'image, des droits de la personnalité ou, plus généralement, de porter atteinte aux droits de tiers

- qu'aucune limitation de droit ni restriction — notamment concernant la nature et/ou le nombre de personnes pouvant y avoir accès, simultanément ou non, quelle que soit leur localisation ou leur statut juridique — ne pourra être imposée, et ce, pendant toute la durée du marché comme après son expiration, pour quelque cause que ce soit,
- de bénéficier de la pleine disponibilité, intégrité, confidentialité et maîtrise des données destinées à être traitées sur la base des résultats de l'accord-cadre ;
- de pouvoir exécuter ou faire exécuter la maintenance et l'évolution des résultats à l'issue de l'accord-cadre, de façon autonome et en confiant ces prestations à tout tiers ;
- de pouvoir mettre les résultats à disposition d'autres personnes publiques et privées ;
- de pouvoir faire réutiliser les résultats à tout tiers.

Dans le cas où des limitations et/ou restrictions existeraient, le titulaire s'engage à les avoir expressément et complètement détaillées dans sa proposition de telle façon à ce que le consentement de l'Inserm soit pleinement éclairé ou, si celles-ci sont apparues ou ont été découvertes par lui dans le courant de l'exécution du marché, à avoir mis en œuvre toutes les mesures garantissant les droits de celle-ci et à informer immédiatement en toute transparence et dans un plein esprit de collaboration.

#### **Article 12.2 - Cession exclusive des droits du titulaire au pouvoir adjudicateur**

En application de l'option B de l'article 38 du CCAG/TIC, l'Inserm acquiert à titre exclusif, à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats, la propriété intellectuelle de l'ensemble des résultats des prestations objet du marché, notamment l'ensemble des codes sources et documentations des développements, rapports et autres études réalisés dans le cadre du marché.

Le prix de la présente cession est compris dans le bordereau des prix.

En application de l'article B.38 du CCAG TIC et au titre de cette cession des droits d'auteur, le titulaire du marché, concernant notamment l'application web et mobile CertDc issues de la réalisation du présent marché, cède à l'Inserm les droits mentionnés ci-après :

- exploiter, et de faire usage des résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- représenter ou faire représenter les résultats par tous moyens de diffusion et de communication actuels ou futurs, connus ou inconnus, notamment par tout réseau de télécommunication on line, tel que interne, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil et tout autre procédé à venir ;
- adapter, modifier, arranger, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats ;



- traduire ou faire traduire les résultats, en tout ou partie, en toute langue et de reproduire les résultats en résultant sur tout support papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- utiliser le savoir-faire et les méthodes acquis par le titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre dès lors qu'ils sont nécessaires à la bonne exploitation des résultats pendant et après la validité du marché ;
- distribuer, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- disposer en particulier des logs et paramétrage et pouvoir les faire diffuser à tout tiers chargé par l'Inserm d'assurer la tierce maintenance applicative (TMA) des développements cédés à l'Inserm ;
- faire appel à la concurrence pour confier à un tiers la libre exploitation et réutilisation des résultats à l'issue du présent accord-cadre, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation préalable du titulaire du présent accord-cadre par dérogation partielle à l'article 32 du CCAG-TIC ;
- la possibilité pour l'Inserm de faire réutiliser les résultats à tous tiers ;
- dans le cas des connaissances antérieures dissociables inclus dans les résultats, le titulaire doit disposer des droits d'exploitation, de reproduction, de représentation, de modification, d'évolution, de diffusion et de réutilisation des appels à ces connaissances antérieures.

Les droits sont cédés pour le monde entier sans limitation territoriale, pour la France et l'étranger, et pendant soixante-dix ans, durée légale de protection des droits d'auteur conformément à l'article L. 123-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Le titulaire s'engage à remettre à l'Inserm, gratuitement, à sa demande, les informations nécessaires pour lui permettre d'effectuer les opérations d'interopérabilité avec d'autres progiciels ou applications.

Le titulaire remet les codes sources dûment documentés à l'Inserm en même temps que les codes exécutables correspondants ainsi que la documentation technique utilisateur et fonctionnelle associée et les manuels d'installation, d'exploitation, de paramétrage, de supervision et d'administration correspondants.

L'Inserm peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains des droits d'exploitation mentionnés ci-dessous au bénéfice du titulaire du marché.

Dans les cas où tout ou partie des résultats de l'accord-cadre serait réalisée par un sous-traitant éventuel du titulaire, ce dernier s'engage à en acquérir tous les droits patrimoniaux, de façon à ce que cette clause de cession produise tous ses effets au profit de l'Inserm. A ce titre, le titulaire s'engage expressément à supprimer clause contraire aux dispositions ci-dessus pouvait figurer dans ses contrats de sous-traitance et à rendre les droits cédés à l'Inserm opposables aux tiers dans tous les territoires où les droits sont protégés.

### **Article 12.3 - Garantie des droits**

Le titulaire garantit l'Inserm contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des documents qu'il lui remet et des méthodes et savoir-faire qu'il met en œuvre pour

la réalisation des prestations qui lui sont confiées. Tout résultat obtenu par le titulaire en exécution du présent marché appartient à l'Inserm qui peut en disposer librement.

Si l'Inserm est victime d'un trouble de jouissance, le titulaire prendra immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble, telles que :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation,
- soit faire en sorte que l'Inserm puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement.

Si l'Inserm fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, il s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire dans un délai de quinze jours à compter de l'assignation reçue
- l'appeler en cause en qualité de garant et accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense
- accepter qu'il négocie, s'il le juge opportun, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'Inserm.

Le cas échéant, le distributeur s'engage à ce que les logiciels livrés soient disponibles immédiatement.

Dans l'hypothèse où le distributeur viendrait à perdre les autorisations des éditeurs nécessaires à la commercialisation des logiciels du présent marché dans l'hypothèse où ces Logiciels arriveraient en fin de vie, le distributeur s'engage à en informer l'Inserm six (6) mois à l'avance.

Le distributeur s'engage alors à proposer au client aux mêmes conditions commerciales, soit au prix du bordereau de prix, soit en dessous de ce prix, d'autres Logiciels ayant au minimum les mêmes fonctionnalités et permettant d'assurer le maintien des performances et une compatibilité avec l'Environnement de l'Inserm et ce conformément aux spécifications telles que définies au BPU.

Les parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

## **Article 13 - Confidentialité**

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'Inserm dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'Inserm et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'Inserm.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par l'Inserm et des copies qui auraient pu être faites.

L'Inserm s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'Inserm conformément à l'article 5 du CCAG/TIC.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de l'Inserm et à l'objet général du marché.

Sauf accord express de l'Inserm, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciels hors des plates-formes de l'Inserm qui lui sont allouées.

## **Article 14 - Gestion du personnel**

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Inserm, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

## **Article 15 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'Inserm l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'Inserm et le titulaire.

## **Article 16 - Assurance**

Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques informatiques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et sera maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvrira notamment :

- toute faute professionnelle du titulaire,
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers de l'Inserm,
- les coûts de reconstitution des données perdues ou endommagées,
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché,
- les actes de malveillance.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite devra être fournie.

## **Article 17 - Résiliation**

### **Article 17.1 - Résiliation par l'Inserm**

Par dérogation à l'article 42.2 et suivants du CCAG/TIC, l'Inserm pourra, à tout moment, résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation du marché, les logiciels ou éléments de logiciels et leurs documentations, les bases de données, les sauvegardes seront remises à l'Inserm selon les règles définies au titre de la réversibilité énoncées dans les pièces constitutives du marché.

#### **Article 17.2 - Résiliation aux torts du titulaire**

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément aux articles 42 et suivants du CCAG/TIC.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités d'un montant supérieur à celui précisé à l'article 5.1 du CCAP.

#### **Article 17.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Dans les conditions définies à l'article 46 du CCAG/TIC, l'Inserm peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

### **Article 18 - Respect des obligations fiscales et sociales**

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr

### **Article 19 - Litiges/Différends**

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le tribunal administratif de Paris.

## Article 20 - Dérogations au CCAG/TIC

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 2 Article 5.1 Article 7 Article 9.2.5 Article 10.2 Article 11.4 Article 17.1	Article 4.1 Articles 14.1.1 et 14.1.3 Articles 27.2.2, 24.3 Article 3.7.2 Article 10.1.1 Article 12.1.1 Article 42.2 et suivants

## **ANNEXE 1 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

La présente Annexe a pour objet de décrire les obligations respectives des Parties en matière de Données personnelles et fait partie intégrante du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### **Préambule : Définitions spécifiques**

**Données personnelles** : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

**Traitement** : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations qui est réalisé sur les Données à Caractère Personnel, de manière automatisée ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

**Fichier** : désigne tout ensemble structuré de Données personnelles, accessible selon les critères déterminés dans la présente Annexe, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé, ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

**Instruction** : désigne toute instruction écrite ou par saisie de données, reçue par le titulaire de la part de l'Inserm en vertu du Marché et notamment de la présente Annexe, et, le cas échéant, des avenants conclus entre le titulaire et l'Inserm et ayant pour objet le traitement de Données personnelles.

**Responsable de Traitement** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; dans le cadre du Marché, le Responsable de Traitement est l'Inserm.

**Sous-traitant** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des Données personnelles pour le compte du Responsable du Traitement ; dans le cadre du présent marché, le Sous-traitant est le titulaire. Le terme de sous-traitant est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique.

### **1. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### **2. Protection du traitement des Données personnelles**

#### **3.1 Réglementation applicable**

Dans le cadre du présent marché, l'Inserm et le titulaire s'engagent à respecter leurs obligations, respectivement en leur qualité de Responsable de Traitement et de Sous-traitant telles que prévues :

- 
- par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans sa version révisée, notamment suite à son adaptation au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et ses évolutions ultérieures, ainsi que par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. en toute hypothèse et, le cas échéant, par les lois locales susceptibles d'affecter et de s'appliquer aux données personnelles en fonction du lieu d'hébergement desdites données personnelles ;
- les textes et décisions émanant d'autorités administratives indépendantes et notamment ceux de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- la jurisprudence émanant des tribunaux nationaux et communautaires applicable en matière de données personnelles.

(ci-après la « Réglementation concernant les Données personnelles »).

### 3.2 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement et droits des personnes concernées :

Le titulaire s'engage à communiquer à l'Inserm, à première demande de ce dernier, des documents relatifs à la politique informatique et libertés en vigueur au sein de sa société pour ce qui relève des informations n'ayant pas vocation à rester confidentielles.

Dans le cas où le titulaire ne disposerait pas d'une politique informatique et libertés, il s'engage à en établir une et à la communiquer à l'Inserm au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché.

Parallèlement, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la protection de la vie privée et des données personnelles à destination de ses salariés et sous-traitants au sens de la Loi Informatique et Libertés ayant accès en permanence ou régulièrement aux données personnelles.

Par ailleurs, en application de la Réglementation concernant les données personnelles et dans le cadre du présent marché, les parties reconnaissent, en ce qui concerne l'ensemble des données personnelles qui sont traitées par le titulaire aux fins de réalisation des prestations, qu'il appartient à l'Inserm seul, de déterminer la manière (incluant les moyens) et les finalités pour lesquelles ces données personnelles seront traitées par le titulaire ; l'Inserm agit en qualité de Responsable de Traitement ; et le titulaire agit en qualité de Sous-traitant.

Lorsque, dans le cadre du présent marché, le titulaire est amené à traiter des données personnelles pour le compte de l'Inserm en qualité de sous-traitant, le titulaire s'engage à :



- (a) traiter lesdites données personnelles uniquement sur la base d'Instructions de l'Inserm et dans la mesure raisonnablement nécessaire ou appropriée pour l'exécution du présent marché ;
- (b) ne pas divulguer ces données personnelles excepté dans les conditions prévues au présent marché ou sous réserve du consentement écrit de l'Inserm ;
- (c) ne pas vendre, céder, louer ou exploiter commercialement ces données personnelles ;
- (d) mettre en place les mesures organisationnelles et techniques indiquées par l'Inserm à l'article 3.4 ci-après afin d'assurer la protection des données personnelles contre toute destruction accidentelle ou illicite, toute perte fortuite, altération, accès ou divulgation non autorisée ainsi que contre toute forme de traitement illicite ; étant entendu que si ces mesures nécessitent des investissements de la part du titulaire, ces derniers seront pris en charge par l'Inserm pour autant que ces investissements ne relèvent pas d'une mise en conformité du titulaire en tant que sous-traitant, à la loi ou réglementation applicable en matière de protection des données personnelles ;
- (e) supprimer ou modifier à première demande de l'Inserm, à bref délai et en tout état de cause dans un délai de 15 jours calendaires maximum, les données personnelles identifiées par l'Inserm ;
- (f) ne pas effectuer d'études statistiques sur les données personnelles ou de traitement sans l'accord préalable de l'Inserm pour chaque type d'étude ;
- (g) fournir à première demande un certificat de suppression des données personnelles à l'Inserm ;
- (h) notifier immédiatement toute modification ou changement pouvant impacter le traitement des données personnelles ;
- (i) respecter la durée de conservation des données personnelles au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou transmises et à supprimer les données personnelles à expiration de la durée de conservation ;
- (j) à coopérer avec l'Inserm pour envisager les hypothèses dans lesquelles la pseudonymisation et le chiffrement des données personnelles pourrait être appropriée pour l'ensemble des phases ;
- (k) à mettre à disposition de l'Inserm les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à la présente annexe et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Inserm ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;
- (l) à renvoyer ou à supprimer, dans un délai de 15 jours à compter de la fin du marché, et selon la préférence de l'Inserm, l'intégralité des données personnelles qui lui a été confiée par l'Inserm, et ce quelle que soit la raison pour laquelle le marché prend fin. Le cas échéant, le renvoi de toutes les données à caractère personnel s'effectue auprès du responsable de traitement ou auprès du sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de

toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction ;

- (m) à respecter les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité et de suppression et le droit à la limitation du traitement ainsi que le droit des personnes concernées, de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage. Dès lors, si une personne dont les données personnelles ont été traitées dans le cadre du présent marché devait contacter directement le titulaire pour exercer son droit d'accès, de rectification, de portabilité des données, de suppression et/ou d'opposition, ce dernier communiquera à l'Inserm dans un délai de trois (3) jours ouvrés, à l'adresse mail qui lui sera communiquée après la notification du marché, les demandes d'exercice de ces droits qui lui seront parvenues et coopère avec l'Inserm. Le titulaire ne fera droit à ces demandes que sur instruction écrite de l'Inserm à cette fin.
- (n) Le titulaire s'interdit par ailleurs :
  - la consultation, le traitement de données personnelles autres que celles concernées par le présent marché et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
  - de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des données personnelles qui lui ont été transmises ou qu'il a collectées au cours de l'exécution du marché en dehors de l'exécution du présent Marché ;
  - de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données personnelles à des tiers, sauf dans le cadre d'instructions formalisées par écrit de l'Inserm.
- (o) Délégué à la protection des données (DPO) : Le titulaire communique à l'Inserm, au plus tard au début du marché, le nom et les coordonnées de son DPO, s'il est dans l'obligation d'en désigner un conformément à l'article 37 du RGPD.

### 3.4. Sécurité des données personnelles

Le titulaire s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont communiquées et auxquelles il pourrait avoir accès sur son environnement (Poste de travail par exemple). Les dispositions du présent article 3.4 visent expressément les mesures associées à un accès aux données personnelles sur le ou les systèmes d'information du titulaire.

A ce titre, le titulaire s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité et l'intégrité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés, telles que décrites dans les sous-paragraphes (a) et (b) ci-dessous.

Le titulaire s'engage à maintenir ces mesures et moyens pour toute la durée du marché et à défaut, à en informer immédiatement l'Inserm.

En tout état de cause, le titulaire s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles, à les remplacer par des moyens équivalents ou d'une performance supérieure.

(p) Mesures de sécurité organisationnelles

Le titulaire s'engage à mettre en place a minima les mesures de sécurité organisationnelles suivantes :

- présence d'une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;
- mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée;
- élaboration de mesures restrictives d'accès aux données personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de données personnelles ne puissent accéder qu'aux Données personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les données personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
- mise en place de mesures pour empêcher le transfert des données personnelles à toute personne/entité non autorisée ;

(q) Mesures de sécurité techniques

De manière générale, il est formellement interdit au titulaire de faire transiter des données personnelles sans que le canal de communication de celles-ci soit sécurisé ou sans que les Données personnelles soient chiffrées, étant entendu que le titulaire utilisera exclusivement les moyens mis à la disposition de l'Inserm pour accéder aux données personnelles.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ce que les mesures de sécurité techniques mises en place répondent a minima aux exigences suivantes :

- mise en place d'outils permettant de s'assurer que les données personnelles ne peuvent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation au cours de leur transfert électronique, de leur transport ou de leur stockage, et que les entités destinataires de tout transfert de données personnelles via les installations servant au transfert de données peuvent être identifiées et vérifiées ;
- mise en place de contrôles permettant de s'assurer que les données personnelles sont protégées contre les destructions ou les pertes accidentelles ;

- mise en place de mesures permettant de veiller à ce que les données personnelles fournies par l'Inserm puissent être traitées distinctement des données personnelles de ses autres clients en utilisant des séparations logiques ;
- mesures sécurisées d'authentification pour l'accès à ses équipements ;
- mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications ;
- en tout état de cause, assurer les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- engager une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité du traitement.

### 3.5. Transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne

Les parties reconnaissent que l'exécution des prestations selon les modalités envisagées par le titulaire implique des transferts internationaux de données personnelles. A cet égard, les parties ont convenu de respecter la procédure suivante :

- (r) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne pourra avoir lieu qu'après autorisation écrite de l'Inserm. Toute modification de flux ou de territoire de transfert en dehors de l'Union Européenne requiert également l'autorisation écrite de l'Inserm.
- (s) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne peut avoir lieu que conformément aux dispositions des articles 44, 45 et 46 du RGPD.

### 3.6. Sous-traitance ultérieure

Dans le cas où l'Inserm aurait autorisé par écrit, expressément et préalablement, le titulaire à sous-traiter les prestations objets du présent marché, le titulaire s'oblige à :

- (t) signer un contrat écrit avec son sous-traitant, lequel fera expressément référence aux présentes et mettra à la charge du sous-traitant des obligations identiques à celles contenues à la présente annexe et qui lui incombent ; le titulaire s'engage à communiquer à ses sociétés affiliées l'ensemble de leurs obligations résultant de la présente annexe ;
- (u) mettre à la charge de son sous-traitant toutes obligations incombant au Sous-traitant définies dans la présente annexe pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données personnelles, et pour que

lesdites données personnelles ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au marché ;

- (v) le cas échéant, communiquer à l'Inserm une copie du contrat de sous-traitance ainsi signé ou, à défaut, une description des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant, étant entendu que le titulaire est autorisé à retirer du contrat toute information confidentielle n'étant pas en rapport avec les données personnelles ;
- (w) informer l'Inserm de tout projet de modification des dispositions du contrat signé et/ou des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant ;
- (x) Le titulaire est et demeure pleinement responsable devant l'Inserm de l'exécution par ses sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des données personnelles ;
- (y) En cas de sous-traitance ultérieure, l'Inserm se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour constater le respect par le titulaire des obligations précitées, et notamment au moyen d'audits. Le titulaire s'engage à répondre aux demandes d'audit de l'Inserm, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et missionné à cette fin. Les audits doivent permettre une analyse du respect par le titulaire des termes de la présente annexe et des dispositions applicables en matière de protection des données personnelles, notamment de s'assurer que des mesures de sécurité et de confidentialité adéquates sont mises en œuvre, qu'elles ne peuvent pas être contournées sans que cela ne soit détecté et que, dans une telle hypothèse ou dans toute autre hypothèse de survenance d'une faille de sécurité, une procédure de notification et de traitement est mise en œuvre par le prestataire pour y remédier sans délai ;
- (z) Le titulaire tient à jour une liste des sous-traitants auquel il fait appel dans le cadre du marché qu'il maintient à disposition de l'Inserm et lui communique à première demande de ce dernier ;
- (aa) Le titulaire, en cas de sous-traitance ultérieure autorisée, informera également l'Inserm de toute modification prévue concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants et s'engage à informer et à signer un contrat écrit avec tout nouveau sous-traitant comme indiqué au (a) ci-dessus.

### **3. Notification d'incidents/faille de sécurité**

- (bb) Un incident de sécurité (ci-après désigné « Incident ») s'entend comme une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à des tiers de données personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- (cc) Le titulaire s'engage à notifier dès qu'il en a connaissance, et dans un délai maximum de 24h à l'Inserm, tout incident entraînant accidentellement ou de manière illicite la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles faisant l'objet du traitement ;
- (dd) Cette notification doit préciser :

- la nature et, si elles sont connues, les conséquences probables de l'incident,
  - les mesures déjà prises par titulaire ou celles qui sont proposées pour y remédier dans la mesure où elles relèvent de sa responsabilité ;
  - les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
  - lorsque cela est possible, une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'Incident.
- (ee) Dès qu'il est informé d'un incident dont il est à l'origine, le titulaire procède à toutes investigations utiles sur les manquements aux règles de protection afin d'y remédier dans un délai aussi rapide que possible et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.
- (ff) Le titulaire s'engage à informer l'Inserm de ses investigations et ce de manière régulière ;
- (gg) Les parties s'engagent à collaborer activement pour qu'elles soient en mesure de répondre à leurs obligations réglementaires et contractuelles.
- (hh) Il revient à l'Inserm, en tant que responsable du traitement, de notifier cette violation de données personnelles à l'autorité de contrôle compétente ainsi que, le cas échéant, à la personne concernée dans un délai approprié et après en avoir pris connaissance.

#### **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

En cas de contrôle d'une autorité compétente en relation avec les données personnelles traitées dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concerne que les traitements mis en œuvre par le titulaire en tant que responsable du traitement, le titulaire fait son affaire d'un tel contrôle et s'interdit de communiquer ou de faire état des données personnelles de l'Inserm.

Dans le cas où le contrôle mené chez le titulaire concerne les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte de l'Inserm, le titulaire s'engage à en informer immédiatement ce dernier, dans la mesure permise par la loi, et à ne prendre aucun engagement pour lui.

En cas de contrôle d'une autorité compétente à l'Inserm portant notamment sur les prestations réalisées par le titulaire, ce dernier s'engage à coopérer avec l'Inserm et à lui fournir toute information demandée dont il pourrait avoir besoin ou qui s'avèrerait nécessaire.

#### **5. Obligations particulières du sous-traitant**

Dans la mesure où le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE (le « Règlement ») est en vigueur à la date de notification du présent Marché, le titulaire s'engage, à revenir vers

l’Inserm, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, concernant les points clés suivants du Règlement :

- Tenue du registre :

Le titulaire, en tant que sous-traitant de l’Inserm, s’engage à tenir un registre de toutes les catégories d’activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement, conformément au RGPD et comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Analyse d’impact (Privacy Impact Assessment – PIA) :

Conformément à l’article 28.3 du RGPD, le titulaire s’engage à collaborer avec l’Inserm pour permettre à celui-ci de réaliser toute analyse d’impact conformément à l’article 35 du RGPD, que ce dernier décidera de mener afin d’évaluer la probabilité et la gravité des risques inhérents à un traitement de données personnelles, compte tenu de sa nature, de sa portée, de son contexte, de ses finalités et des sources du risque. Le titulaire assiste l’Inserm efficacement afin que cette analyse puisse comporter obligatoirement les éléments suivants :

- une description systématique des opérations de traitement envisagées et les finalités du traitement, y compris, le cas échéant, l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ;
- une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des opérations de traitement au regard des finalités ;
- une évaluation des risques sur les droits et libertés des personnes concernées et ;

- les mesures envisagées pour faire face aux risques, y compris les garanties, mesures et mécanismes de sécurité visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve du respect du règlement.

- Code de conduite / Certification:

Le titulaire fera ses meilleurs efforts pour appliquer un code de conduite approuvé au titre du RGPD ou pour obtenir une certification.